



COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'ONU, les dirigeants du monde entier exhortés à donner la priorité aux droits fonciers des femmes

Bonn/New York, 16 juin 2023 - Des femmes, confrontées à l'aggravation des sécheresses, à des incendies de forêt dévastateurs et à d'autres effets du changement climatique lanceront un appel urgent à la communauté internationale aux Nations unies à New York, afin que les femmes et les filles du monde entier bénéficient de meilleurs droits fonciers.

La sécheresse, la dégradation des terres et la désertification - des phénomènes de plus en plus fréquents - touchent en premier lieu et le plus durement les femmes et les filles. Les dirigeants du monde entier l'entendront lors d'un événement organisé le 16 juin à l'Assemblée générale des Nations Unies, à l'occasion de la Journée Mondiale de lutte sur la désertification et la sécheresse.

Le thème de la célébration mondiale de cette année, orchestrée par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), est "Femme. Sa terre. Ses droits".

Les femmes représentent environ la moitié des travailleurs agricoles dans les pays en développement et produisent 60 à 80 % des denrées alimentaires cultivées dans ces régions, alors qu'elles possèdent moins d'un cinquième des terres dans le monde. Lorsque les terres se dégradent et que l'eau et les autres ressources se raréfient, les femmes et les filles sont exposées à la pauvreté, à la faim, aux déplacements et à la violence.

Parmi les dirigeants et les défenseurs de l'égalité des genres qui plaideront en faveur des droits fonciers des femmes figureront les premières ministres d'Islande Katrín Jakobsdóttir et de Namibie Saara Kuugongelwa-Amadhila, ainsi que la vice-présidente du gouvernement espagnol Teresa Ribero Rodríguez. Ils seront rejoints par la première femme présidente de la Finlande, Tarja Halonen, par les ambassadeurs de bonne volonté de la CNULCD et musiciens Baaba Maal, Inna Modja et Ricky Kej, ainsi que par des militants autochtones et de la jeunesse venant de pays aussi divers que le Canada et le Tchad.

Dans un appel à l'action commun, ils montreront qu'il existe une solution : les femmes. Ils expliqueront que lorsque les obstacles juridiques à la propriété et à l'héritage des terres par les femmes sont levés, les femmes sont en mesure de prendre des décisions sur la manière de gérer les terres, ce qui permet d'améliorer la santé des sols ainsi que les rendements agricoles. Les femmes sont également plus enclines à investir dans la nutrition, la santé et l'éducation de leur famille, ce qui profite à l'ensemble de la société.

Le secrétaire exécutif de la CNULCD, Ibrahim Thiaw, a déclaré : "Investir dans l'égalité d'accès des femmes à la terre n'est pas seulement un acte de justice. C'est un investissement dans notre avenir, un engagement en faveur de la prospérité de notre planète. C'est l'affirmation que nous apprécions non seulement la terre qui se trouve sous nos pieds, mais aussi les mains qui la travaillent".

Pour coïncider avec l'événement, la CNULCD dévoile une nouvelle analyse, qui montre que :



- Bien qu'elles représentent **près de la moitié de la main-d'œuvre agricole mondiale et qu'elles produisent jusqu'à 80 % des denrées alimentaires dans les pays en développement**, les femmes se voient toujours refuser le droit d'hériter des biens de leur mari dans plus de 100 pays.
- Les pratiques discriminatoires liées à la propriété foncière, à l'accès au crédit, à l'égalité de rémunération et à la prise de décision les empêchent souvent de participer activement à la préservation de la santé des terres. Aujourd'hui, **moins d'un propriétaire foncier sur cinq dans le monde est une femme**.
- Si les femmes avaient des droits égaux à la terre, **la production agricole dans les régions les plus pauvres pourrait augmenter jusqu'à 4 % et la malnutrition diminuerait de 12 à 17 %, ce qui permettrait de réduire de 150 millions le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde**.
- Les pays où les femmes parlementaires sont plus nombreuses donnent priorité au rôle des femmes et des filles dans la protection des terres et sont plus enclins à ratifier les traités pertinents et à mettre de côté des terres pour la conservation. Par ailleurs, **seuls 12 % des 881 ministères nationaux de l'environnement** dirigés par des élus le sont par des femmes.

L'événement s'inscrira dans le prolongement de la campagne "Femme. Sa terre. Ses droits" de la CNULCD, lancée à l'occasion de la Journée internationale des femmes en mars 2023.

Organisé conjointement par la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), ONU Femmes, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), cet événement de haut niveau : **"Femme. Sa terre. Ses droits : faire avancer l'égalité des genres et les objectifs de restauration des terres"** comprendra des débats et des discussions sur le rôle de la femme dans la gestion durable des terres.

Une exposition de photos numériques intitulée "Her Land", créée et organisée par Inna Modja, offrira une expérience immersive des réalités quotidiennes auxquelles sont confrontées les femmes et les filles vivant en première ligne de la désertification, de la dégradation des terres et de la sécheresse. Elle sera également rejointe par ses collègues ambassadeurs de bonne volonté Baaba Maal et Ricky Kej pour une performance musicale en direct.

Outre l'événement à New York, d'autres événements marquant la Journée Mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse - célébrée officiellement le 17 juin de chaque année - auront lieu dans toutes le monde entier, notamment en Chine, Fidji, Hongrie, Italie, Kenya, Mexique, Maroc, Serbie, Turquie et Vietnam.

FIN

Notes aux rédacteurs

Pour les interviews et les questions relatives aux médias, veuillez contacter:
press@unccd.int et/ou unccd@portland-communications.com



À propos de la CNULCD

La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) est la vision et la voix mondiale pour la terre. Elle rassemble les gouvernements, les scientifiques, les décideurs, le secteur privé et les communautés autour d'une vision commune et d'une action mondiale visant à restaurer et à gérer les terres du monde pour la durabilité de l'humanité et de la planète. Bien plus qu'un traité international signé par 197 parties, la CNULCD est un engagement multilatéral visant à atténuer les effets actuels de la dégradation des terres et à promouvoir la gestion des terres de demain afin de fournir de la nourriture, de l'eau, un abri et des opportunités économiques à toutes les personnes de manière équitable et inclusive.